

“ Le sol où furent le berceau et le sépulcre du Christ, où se passèrent toutes les scènes de sa vie mortelle, où l'Eglise prit naissance et d'où elle partit pour évangéliser le monde, ce sol est aux mains des Turcs.

“ Dans un but à la fois religieux et éminemment politique, nos pères le reconquirent par les croisades, et y fondèrent dès 1099 le royaume de Jérusalem.

“ Cet empire, qu'on peut dire d'origine française, s'éroula un siècle plus tard. Mais depuis la France conserva toujours en Palestine, ou plus généralement en Syrie, une action prépondérante, un protectorat qui s'étendait spécialement sur la nation maronite.

“ Cette nation catholique, forte et généreuse, semblait providentiellement destinée à remplacer dans ces contrées le cadavre de l'Islamisme en dissolution, et à réédifier l'ancien royaume de Jérusalem, en le rattachant à sa double base, l'Eglise et la civilisation chrétienne de l'Occident.

“ Là est la tradition à la fois catholique, française et européenne qui tend à rendre aux souvenirs, aux pèlerinages chrétiens leurs lieux saints, à l'Eglise son berceau, à la civilisation occidentale sa puissance et son rayonnement à la jonction de trois continents, aux sociétés modernes enfin le point de départ de toutes leurs origines religieuses et historiques.

“ Là est le nœud de la question d'Orient. Eh bien ! en ce moment, le mahométisme triomphe contre le catholicisme ; la Turquie, l'Angleterre et la Russie contre la France. Les maronites pris à l'improviste, divisés, sans armes, sans munitions, sont exterminés. Et parmi leurs bourreaux se rencontrent des catholiques, des apostats qui se font les complices des Turcs !

“ Tout était préparé d'avance. Cinq mille hommes de troupes turques étaient prêts à être embarqués pour cette nouvelle extermination des malheureuses populations du Liban. Les hostilités, un moment suspendues, ont recommencé ; le sang coule, et la politique française, trompée par les intrigues de ses ennemis, semble jusqu'à présent n'avoir pris aucun parti.

“ Laisserons-nous ce massacre continuer ? Renierons-nous tous les précédents de notre histoire, tous les intérêts de notre protectorat en Syrie, et laisserons-nous notre influence en Orient passer aux mains de l'Angleterre et de la Russie ? Non, sans doute, cette abdication est impossible. Il y va de notre honneur aussi bien que de nos intérêts politiques et religieux les plus graves.”

— La séance du 12 février, au Sénat français,

a été consacrée tout entière à la discussion de la convention du 15 septembre et des questions romaine et italienne. Les discours si remarquables des cardinaux de Bonnechose et Matthieu, du comte de Ségur-d'Aguesseau, du général Gemeau et de M. le ministre d'Etat, ont élevé le débat à une hauteur digne de cette grande assemblée.

Chacun a reconnu, avec M. Ségur-d'Aguesseau, que “ la papauté est la seule grandeur vivante de l'Italie,” et que, selon le mot du général Gemeau, “ Rome doit rester la capitale du monde chrétien.” Mais le gouvernement italien interprète-t-il la convention du 15 septembre de la même manière que le gouvernement français ? Là est le véritable nœud de la question.

Cette convention, dit M. Rouher, “ a créé deux souverainetés distinctes.” Ce n'est pas ainsi que paraît l'entendre M. le président du conseil des ministres d'Italie. En effet, dans sa note du 5 février au gouvernement espagnol, il présente le traité du 15 septembre comme une *épreuve* qui doit décider du maintien ou de la chute du pouvoir temporel du St.-Siège, sans qu'aucune puissance catholique ait le droit d'intervenir pour le défendre. Où sont ici les deux souverainetés distinctes ?

La France sans doute réserve toujours son action, et cette réserve, faite dès le début, nous semble plus que jamais indispensable.

— Malgré cette attitude déplorable du gouvernement italien, le Souverain-Pontife a adressé au roi Victor-Emmanuel une lettre de condoléance à l'occasion de la mort du prince Odone.

Des désordres assez graves ont éclaté à Côme, où règne une très-vive agitation.

— La municipalité de Venise a refusé de voter les subsides imposés par le gouvernement autrichien pour le théâtre de la Fenice et a donné sa démission en masse.

— Le cabinet espagnol est en butte à des attaques qui l'accablent de tous côtés, à l'intérieur et à l'extérieur. Miné par les partis progressiste, démocrate et socialiste, il a profondément blessé les catholiques ; et dans le Sénat le marquis de Vahamonde l'a vivement blâmé d'avoir reconnu le royaume d'Italie sans exiger auparavant du gouvernement de Florence des explications catégoriques sur ses intentions vis-à-vis du St.-Siège.

En même temps ses réserves lui attirent une note sévère du général de La Marmora. Nous ne parlons pas de sa guerre malheureuse avec le Chili, dont les corsaires menacent ses possessions de Cuba.

Il cherche à se consoler de ses défaites par d'in-